

**PORTANT DES RESTRICTIONS TEMPORAIRES
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT****LE MAIRE,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.325-1 à L.325-3, R.411-21-1 et l'article R.417-10 ;

Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 22 octobre 1963 8^{ème} Partie – signalisation temporaire – modifiée ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;

Considérant que les travaux sont réalisés dans une zone de circulation apaisée ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules sur diverses voies de la Ville de Pau, en raison de travaux pour des réfections ponctuelles de la bande roulante en pavés ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – **Du Lundi 23 Février 2026 au Vendredi 13 Mars 2026**, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant :

- | | |
|--|--|
| - rue du Château , | - place de la Déportation , |
| - rue Sully , | - rue du Parlement , |
| - rue Maréchal Joffre dans sa partie comprise entre la rue Gassion et la rue Jeanne d'Albret, | - rue Henri IV dans sa partie comprise entre la rue Sully et la rue du Château, |

suivant la signalisation mise en place sur les lieux sauf pour les entreprises chargées des travaux.

ARTICLE 2 – Durant la période définie à l'article 1^{er}, la circulation des véhicules est interdite **rue du Château**, **place de la Déportation** et **rue Henri IV** dans sa partie comprise entre la rue Sully et la rue du Château, en fonction des besoins du chantier, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

Seuls les riverains pourront accéder à leur domicile ainsi que les véhicules de livraisons aux commerces, suivant l'avancement du chantier.

ARTICLE 3 – Durant la période définie à l'article 1^{er}, la circulation des véhicules **rue du Château**, **rue Henri IV**, **rue du Parlement** et **rue Maréchal Joffre** s'effectuera en double sens, en fonction des besoins du chantier, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

Une priorité sera donnée, aux deux extrémités de ces tronçons, aux véhicules circulants :

- **Rue du Château**, dans le sens Nord-Sud de la rue Bordenave d'Abère vers la rue Henri IV.
- **Rue Henri IV**, dans le sens Ouest-Est de la rue du Château vers la rue Gassion.
- **Rue Maréchal Joffre**, dans le sens Est-Ouest de la rue Jeanne d'Albret vers la rue Gassion.
- **Rue du Parlement**, dans le sens Nord-Sud de la rue du Château vers la rue Henri IV.

ARTICLE 4 – Durant la période définie à l'article 1^{er}, la circulation des véhicules **rue Jeanne d'Albret** s'effectuera dans le sens Nord-Sud, de la rue Maréchal Joffre, vers la rue Henri IV, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 5 – Les entreprises chargées des travaux devront prendre sous leur responsabilité et à leurs frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation) conformément à la réglementation en vigueur.

Elles mettront en place la signalisation réglementaire afin d'interdire le stationnement 48h00 avant l'occupation. Elles seront responsables de la conformité du positionnement de cette signalisation et devront être en mesure de pouvoir justifier cette installation sur simple demande des services municipaux en cas de litige avec un automobiliste verbalisé ou dont le véhicule a été mis en fourrière.

ARTICLE 6 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 7 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 8 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le 12/02/2026

Fait à Pau, le 10 février 2026